

# Les gaz de schiste : une menace sérieuse pour la région MENA ?

Maïté de Boncourt

La révolution des schistes met les pays producteurs au défi de maintenir leurs parts et leur influence sur les marchés

La région MENA est dotée d'importantes ressources en gaz de schiste qui pourraient répondre à la consommation domestique croissante

La chute des prix du pétrole, une bonne nouvelle pour les pays consommateurs, pourrait menacer les finances publiques et la stabilité du Maghreb

Le développement des technologies de *fracking* et le maintien d'un prix de pétrole élevé depuis 2008, ont favorisé en Amérique du Nord la production d'hydrocarbures non conventionnels (gaz et pétrole) jusqu'ici trop chers à produire. En cinq ans, de 2008 à 2013, la production de pétrole aux États-Unis est passée de cinq millions de barils par jour (mb/j) à 8,6mb/j et la production de gaz de 20 trillions de pieds cubes (Tcf) à 24 Tcf, plaçant le pays en tête des producteurs d'hydrocarbures dans le monde. La révolution des gaz de schistes est comprise dans cet article comme le développement des ressources non conventionnelles de gaz et de pétrole amorcé aux USA.

## La perte des marchés américains

La première conséquence de cette révolution a eu une portée limitée. En effet, les USA ne disposaient pas alors de terminaux de liquéfaction de gaz pour exporter leur production et la Constitution interdit, par ailleurs, les exportations de pétrole. Dans l'immédiat, les prix du gaz se sont effondrés sur le marché intérieur américain, sans répercussion sur les marchés mondiaux. La production de pétrole brut a, quant à elle, remplacé une partie des importations.

Cette première secousse a néanmoins affecté la région MENA pour qui le marché américain représentait une part importante de ses exportations : 20 % des exportations des hydrocarbures du Maghreb, un tiers de celles de gaz qatariens et plus de 1,4 mb/j de pétrole saoudien. Contrairement aux exportations de pétrole lourd saoudien, les exportations nordafricaines ont notamment beaucoup souffert, puisque constituées principalement de pétrole léger – produit désormais en grande quantité sur place.

Plus inquiétant pour les producteurs de gaz régionaux est l'impact que la production de gaz de schiste a eu sur les marchés européens. Les centrales électriques américaines ont, en lieu et place du charbon, commencé à utiliser le gaz peu cher du fait du cloisonnement du marché et de la production croissante. Ces volumes de charbon, dont le prix a par conséquent chuté, ont donc été à leur tour absorbés par les centrales électriques européennes aux dépens du gaz. La demande gazière européenne, déjà fortement diminuée par la sévère crise économique, fut ainsi d'autant réduite au plus grand dam de ses fournisseurs traditionnels aux rangs desquels l'Algérie, le Qatar ou la Libye.

L'impact immédiat est donc resté dans une certaine mesure limité, les pays du Golfe pouvant se recentrer sur les marchés asiatiques et les pays du Maghreb subissant des bouleversements politiques tels que leur pro-

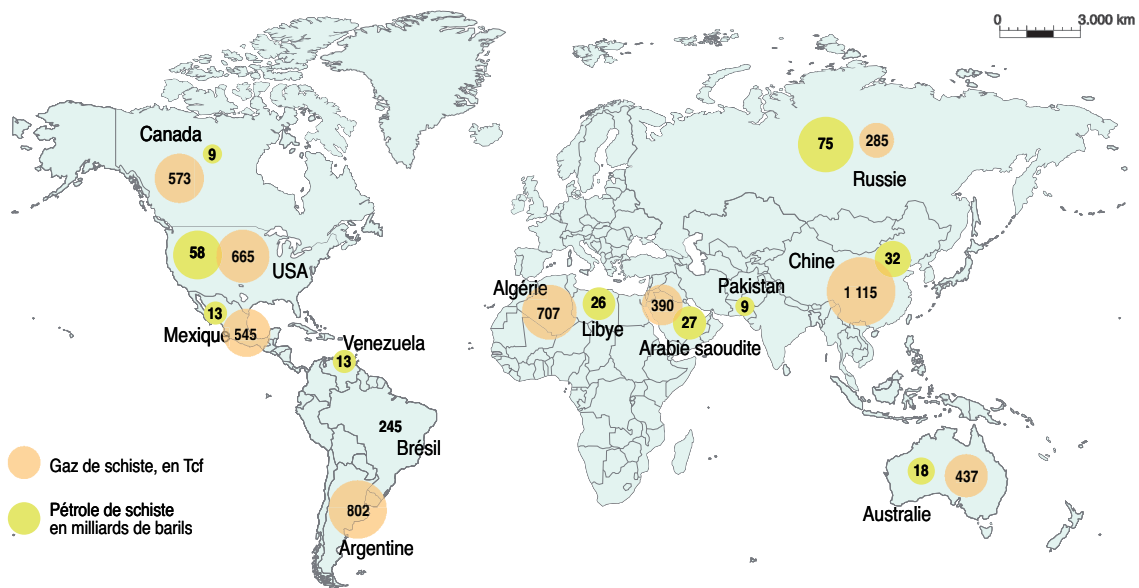
duction et leur capacité d'exportation s'en sont retrouvées réduites.

## La stratégie industrielle des États producteurs en danger

La deuxième secousse est en revanche plus problématique car plus structurelle. Dans la dernière décennie, les pays producteurs de brut ont développé avec succès leur secteur de raffinage aux dépens de l'Europe et des USA. Ils se sont positionnés plus en aval sur la chaîne de valeur afin de maximiser leur rente, de créer plus d'emplois et de diversifier leurs économies. Cette expansion importante s'est faite en contrepartie de matière première à prix subventionnés (pétrole et gaz). Cette stratégie visait également à sécuriser la demande. Ainsi de nombreux partenariats en Asie et en Europe ont émergé – favorisant les investissements croisés dans le secteur.

Cette stratégie d'intégration verticale est aujourd'hui mise à l'épreuve. En effet, en utilisant le gaz de schiste bon marché dans leurs raffineries comme énergie primaire, les producteurs américains ont renversé la tendance. Au Maghreb, le secteur du raffinage est d'autant plus menacé à la fois qu'il subit la chute de la production locale. L'Égypte, par exemple, qui disposait de la plus grande raffine-

## Réserves de pétrole et gaz non conventionnels techniquement récupérables par pays



Note : Les réserves correspondent aux volumes de pétrole récupérables aux conditions techniques et économiques du moment dans des gisements exploités ou en passe de l'être

Source : Energy Information Administration.

rie de pétrole du Maghreb, a vu sa production diminuer de 28 %.

## Le Moyen-Orient : moins important ?

Les technologies de *fracking* ouvrent la voie à une plus grande diversification mondiale de la production d'hydrocarbures. Les réserves techniquement récupérables en pétrole de schiste ou schiste bitumineux représentent 10 % des réserves mondiales ; le gaz de schiste représente quant à lui 32 % des réserves mondiales – et ces chiffres s'accroissent. Les cartes énergétiques mondiales sont redistribuées.

Bien que la possibilité de répliquer la *success-story* américaine outre-Atlantique soit difficile, le développement d'hydrocarbures non conventionnels dans les marchés consommateurs de la production régionale serait un vrai défi. Ainsi le développement des ressources de la Chine, dont le potentiel est considérable, pourrait sérieusement affecter les marchés gaziers – ne fut ce qu'en fixant un plafond de prix. Le pays qui importe aujourd'hui 53 Gm<sup>3</sup> de gaz,

devrait voir ses importations tripler d'ici à 2020 et deviendrait donc un acteur structurant des marchés mondiaux.

Tous les pays ne bénéficient pas des conditions ayant permis cette révolution en Amérique du Nord: ressources en eau, infrastructures, formation géologique favorable, structure légale pour la possession des ressources, présence d'acteurs innovants, marché du crédit, pour ne citer que les plus importantes. Jusqu'ici, les projets en Europe, quand ils ont pu être menés à terme, ont laissé place à de nombreuses déconvenues. La Chine elle-même a dû revoir ses ambitions à la baisse, ramenant son objectif de 60 à 100 Gm<sup>3</sup> de production de gaz à 30 Gm<sup>3</sup> d'ici à 2020.

Enfin, les pays producteurs de la région peuvent également développer leur potentiel non conventionnel jugé important. La production de gaz de schiste pourrait répondre à la consommation domestique croissante, ou encore permettre, comme en Algérie, de palier au déclin des champs conventionnels. Une étude récente de l'ARI révèle ainsi un fort potentiel en gaz et en pétrole de schiste en Libye, en gaz de schiste en Algérie (707 Tcf selon l'agence américaine EIA), en Égypte, et de moindre mesure mais néanmoins in-

teressant au Maroc ou en Tunisie. Les ressources de l'Arabie saoudite seraient également colossales avec un potentiel de 645 Tcf, selon Baker Hughes (un potentiel comparable aux réserves conventionnelles prouvées du Qatar).

L'Algérie a récemment annoncé un plan de développement de 100 milliards de dollars ainsi que de nombreuses incitations fiscales, espérant produire 10 Gm<sup>3</sup> de gaz de schiste d'ici à 2025 (la production du pays se chiffre aujourd'hui à 130 Gm<sup>3</sup>). Le premier forage exploratoire a été conduit par la compagnie nationale Sonatrach dès 2011. Cependant les défis techniques et financiers sont importants, y compris la difficulté à trouver les volumes d'eau nécessaire. La chute des cours du brut ne facilite pas, d'autre part, les investissements.

## Vers la fin du pouvoir de l'OPEP ?

Enfin, cette diminution de leurs parts de marchés se répercute négativement sur l'influence de l'OPEP. La stratégie du cartel était de maîtriser une part suffisante de la pro-

duction mondiale de pétrole pour en influencer le cours par des quotas de production. Le pouvoir de l'OPEP est déjà fortement affaibli par des querelles internes dues à la réémergence de l'Irak qui souhaite profiter pleinement de l'accroissement de production, à l'incapacité de certains pays à maintenir leur niveau de production ou à la diminuer en raison de leur dépendance accrue aux revenus pétroliers. Durant sa dernière réunion en date du 27 novembre 2014, le cartel a décidé de maintenir sa production malgré la chute des prix. Au-delà d'une stratégie visant à couper court aux projets concurrents – et plus chers – de pétrole et de gaz de schiste, cet accord était peut-être le seul possible alors que certains membres ont trop besoin de revenus pour se permettre de réduire les volumes.

## La ruée vers l'Asie

Face à la crise économique qui sévit en Occident depuis 2008, les pays producteurs d'hydrocarbures avaient d'ores et déjà revisité leur stratégie en s'orientant vers l'Asie. Certains s'assurant de parts sur ces marchés par une stratégie d'intégration verticale, d'autres, comme le Qatar, en promulguant des contrats long-terme pour le gaz naturel liquéfié (GNL).

L'arrivée prochaine des volumes américains sur les marchés, en gaz et en produits raffinés, qui bénéficieront de l'ouverture du Canal de Panama, le développement de grands projets gaziers australiens ou d'Afrique de l'Est, privent les producteurs des marchés nordaméricains, et fragilisent leurs positions sur les marchés européens, asiatiques et sudaméricains, à proximité de la production américaine. La révolution des schistes a accru la tendance. De nombreux producteurs traditionnels ou émergents voient dans l'Extrême Orient la seule porte de salut. Ainsi, l'Asie qui pesait pour 54 % des exportations de pétrole brut saoudien en 2010, compte pour près de 68 % en 2014. Cette pression compétitive profite aux clients asiatiques, plus à même

de négocier les contrats, au détriment des pays exportateurs.

## Vers l'accroissement des échanges régionaux ?

Les échanges régionaux pourraient bénéficier de ces bouleversements. Face aux difficultés multiples pour financer des projets d'export de GNL vers l'Asie, la compagnie Noble Energy, responsable des découvertes de gaz *offshore* en Méditerranée orientale, a ainsi revu ses ambitions dans un cadre plus régional. Au Maghreb, la part des exportations des hydrocarbures en provenance du CCG dédiée est déjà importante ; en 2012 la région représentait 16 % des exportations de brut saoudien. En Égypte, dont la production de gaz a vertigineusement chuté en raison de la révolution politique et du gel des investissements qui auraient pu enrayer ce déclin, s'approvisionne déjà chez ses voisins du Golfe ou en Algérie.

## La chute des cours du brut : une ultime et fatale secousse ?

Le développement des gaz et de pétrole de schiste est loin d'être étranger à la chute vertigineuse des prix. Le cours du brut a chuté de moitié en moins de six mois, et à sa suite les prix du gaz ont chuté de plus de 30 %. La majorité des contrats de gaz dans le monde sont en effet indexés sur les cours du brut (73 % des contrats).

La chute des cours est une bonne nouvelle pour les pays consommateurs de la région qui payent de lourdes factures énergétiques. Le FMI prévoit ainsi le gain d'un point de PIB pour 2015, pour la Tunisie ou l'Égypte. Elle pourrait aussi bénéficier aux gros producteurs régionaux, notamment ceux du Golfe. Le pétrole et le gaz de schiste étant plus chers à produire, ils seront affectés par la baisse des prix. De même, l'impact prévisible sur les marchés financiers qui pourraient revoir leurs conditions de crédit si de (trop)

nombreuses compagnies se retrouvaient en défaut, sera un frein considérable au maintien de la production d'hydrocarbures non conventionnels. Le Moyen-Orient pourrait retrouver ainsi son rôle central sur la scène énergétique mondiale. Cependant le rééquilibrage des marchés par le jeu de l'offre et de la demande, au profit de la production d'hydrocarbures conventionnels, n'est pas certain. En effet, les prix élevés des hydrocarbures ont contribué à une destruction de la demande en pétrole – par le biais de programmes d'efficacité énergétique notamment. La conjoncture pourrait ainsi masquer un remodelage plus structurel. Enfin, la production américaine pourrait être moins atteinte que prévue – la courbe des coûts de production, par ailleurs très divers, ayant fait des progrès importants. L'Energy Information Administration ne prévoit pas de diminution dans la production de brut pour le premier semestre 2015.

À court terme, les pays producteurs voient leur rente diminuée. En 2014, l'OPEP a perdu 14 % de ses revenus de 2013, et la perte prévue est de 48 % (par rapport à 2013) pour 2015. Or ces pays sont fortement dépendant de la rente des hydrocarbures. Elle leur a permis d'endiguer les mouvements de contestations sociaux ainsi que l'effet domino des révolutions arabes. La majorité des États de la région ne parviennent pas à équilibrer leur budget qu'à un prix du pétrole supérieur à 100 dollars. Seuls les producteurs disposant d'une grande stabilité financière et d'instruments de stabilisation importants (comme les fonds souverains) sont à même de faire face durablement à cette chute des prix. Fin février, la Banque centrale algérienne a mis en garde contre le prolongement de la situation, affirmant que des coupures importantes dans les financements de projet publics auront lieu, alors que le 7 février la France, les USA et leurs alliés européens ont alerté sur la faillite possible de la Libye.

À plus long terme, la chute des prix du pétrole fragilise les investissements. L'AIE prévoyait, en 2013, que la région MENA retrouverait sa part des marchés d'hydrocarbures mondiaux moyennant des investissements de l'ordre de 74 milliards de dollars par an d'ici à 2020. ■